

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

## Derrière la solidarité affichée avec l'Ukraine, les hésitations de l'administration Biden

Les Etats-Unis sont peu enclins à autoriser Kiev à frapper la Russie avec les missiles à longue portée livrés par les alliés, craignant l'escalade avec Moscou.

Par Piotr Smolar (Washington, correspondant)

Publié aujourd'hui à 05h30 • Lecture 4 min.

---

Article réservé aux abonnés



Le président américain, Joe Biden, et le secrétaire d'Etat, Antony Blinken (à gauche), lors d'une réunion bilatérale avec le premier ministre britannique, Keir Starmer, à la Maison Blanche, à Washington, le 13 septembre 2024. MANUEL BALCE CENETA / AP

« *Je ne pense pas tant que cela à Vladimir Poutine.* » Ainsi a répondu sèchement Joe Biden, vendredi 13 septembre, à un journaliste l'interpellant à la Maison Blanche, alors qu'il recevait le premier ministre britannique, Keir Starmer. La veille, le président russe avait réagi aux rumeurs d'un feu vert

américain aux frappes de missiles en profondeur, déclenchés par l'Ukraine en Russie même ; selon lui, une telle décision « *signifierait que les pays de l'OTAN, les Etats-Unis et les pays européens sont en guerre avec la Russie* ». Malgré la phrase nonchalante de Joe Biden, un tel avertissement n'est pas pris à la légère par les chancelleries occidentales.

L'une des demandes insistantes de Kiev concerne l'utilisation de missiles appelés Army Tactical Missile Systems, ou ATACMS. Washington n'est guère enthousiaste. Formé par la guerre froide, Joe Biden a toujours été mû par la crainte d'une escalade avec la Russie, de nature nucléaire ou plus classique.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le Pentagone insiste aussi sur le fait qu'aucune arme n'est décisive en soi, et que le principal problème ukrainien est celui des capacités de mobilisation humaine. Enfin, la Maison Blanche aimerait que les infrastructures énergétiques ne soient ciblées ni d'un côté ni de l'autre, ce qui supposerait une forme de moratoire entre les parties du conflit.

**Lire aussi |**  [Guerre en Ukraine : les alliés partagés sur l'utilisation de leurs missiles pour frapper la Russie en profondeur](#)



Avant la visite de Keir Starmer, plusieurs médias américains relayaient l'intention de l'administration Biden d'autoriser ces frappes, mais sans missiles américains, en laissant Kiev utiliser les Storm Shadow britanniques (ou Scalp en France). Mais la Maison Blanche a fait savoir, vendredi, que sa position n'avait pas changé à ce stade.

Les discussions pourraient se prolonger à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, s'y rendra pour présenter à Joe Biden, mais aussi à Kamala Harris et à Donald Trump, un plan destiné à avancer vers la paix. Pour l'heure, sa frustration s'exprime au sujet des missiles de longue portée. « *C'est difficile d'entendre de façon répétée "on travaille dessus" pendant que Poutine continue de brûler nos villes et nos villages* », a écrit M. Zelensky, vendredi, sur X.

## Agacement des alliés

C'est exactement ce genre de pression publique qui suscite un agacement du côté des alliés. Ils estiment que la diplomatie de l'Ukraine est plus bruyante qu'efficace, notamment auprès des pays du « Sud global ». Trop d'initiatives et de conférences et pas assez de travail discret sur une possible issue politique au conflit.

Le Monde Application

La Matinale du Monde

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

[Télécharger l'application](#) →

Selon plusieurs sources, le message a été transmis à Volodymyr Zelensky au cours d'une réunion à la Maison Blanche, le 30 août. Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis auprès du président Biden, avait alors réuni son homologue britannique, Tim Barrow, le conseiller diplomatique de l'Elysée, Emmanuel Bonne, et son homologue allemand, Jens Ploetner. Le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, Andriy Yermak, s'était joint à eux.

**Lire aussi |**  [La Russie mène une contre-offensive dans la région de Kursk pour déloger les troupes ukrainiennes](#)



Cela étant dit, la constante depuis février 2022 est la souplesse des « lignes rouges » américaines. De façon toujours tardive, l'administration Biden a fini par donner son feu vert aux demandes successives de Kiev. Les chars M1 Abrams ou les avions de chasse F-16, d'abord exclus, ont fini par être livrés. Les opérations ukrainiennes en Russie ? Là aussi, les résistances ont cédé. D'abord en Crimée annexée, sous forme clandestine, puis dans la région de Belgorod. Il a fallu attendre la multiplication des frappes russes sur la ville de Kharkiv, en mai de cette année, pour que la Maison Blanche accepte des frappes de l'armée ukrainienne en Russie même.

La situation a de nouveau évolué sur le terrain avec l'incursion ukrainienne dans la région russe de Kursk. En recevant, mercredi, les chefs de la diplomatie britannique et américaine, David Lammy et Antony Blinken, Volodymyr Zelensky a reconnu que cette opération n'avait pas provoqué un redéploiement des divisions ennemies dans l'est de l'Ukraine. En revanche, l'écrasante supériorité russe dans l'usage d'obus serait passée de 12 contre un à 2,5 contre un, indique une source familière de la conversation.

## Des militaires russes formés en Iran

*« L'incursion a révélé le bluff de Poutine. Jusqu'alors, la propagande russe assurait qu'il y aurait une réponse sévère si un tel scénario se matérialisait, souligne Maria Snegovaïa, chercheuse au Center for Strategic and International Studies, à Washington. Mais cela fait un mois que l'Ukraine a avancé et le Kremlin prétend au contraire que rien n'est arrivé, il essaie de "normaliser" la situation. Par ailleurs, la Russie a aussi provoqué une escalade récente, avec la réception de missiles balistiques iraniens, et le fait que la Chine a commencé à fournir des armes létales à Moscou. »* Selon la Maison Blanche, des dizaines de militaires russes ont été formés en Iran à l'usage des missiles balistiques de courte portée Fateh-360.

L'administration Biden répète son engagement aux côtés de Kiev, mais elle ne se prononce jamais en public sur le chemin vers la paix. Lors du débat qui l'opposait à Kamala Harris, le 10 septembre, Donald Trump en était, pour sa part, resté au stade des généralités ; l'ex-président a répété son intention d'obtenir la paix au cours de la période de transition, avant même d'entrer à la Maison Blanche.

**Lire aussi |**  [Guerre en Ukraine : le Donbass fait son possible pour résister](#)



Deux jours plus tard, dans un entretien au podcast de Shawn Ryan, J. D. Vance, le colistier de Donald Trump, a été plus précis. Il a dessiné les lignes d'une reddition ukrainienne. Le plan ? *« Ça ressemble sans doute à l'actuelle ligne de démarcation entre la Russie et l'Ukraine. Cela deviendrait une zone démilitarisée, solidement fortifiée pour que la Russie ne puisse pas envahir à nouveau. L'Ukraine garde sa souveraineté indépendante. La Russie obtient la garantie de neutralité de l'Ukraine, qui ne rejoint pas l'OTAN, qui ne rejoint pas ces sortes d'institutions alliées. »*

En somme, l'Ukraine devrait renoncer aux territoires envahis par l'armée russe. Elle devrait aussi renoncer à décider de sa place dans le monde, de ses alliances. L'avenir promis ? Une sorte de zone tampon rétrécie.

**Piotr Smolar** (Washington, correspondant)

---

## Services *Le Monde*

Découvrir



Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la rédaction du Monde